

Parkings, selfs, postes de travail... :
Au Technocentre, c'est la lutte des places

l'étincelle

Nissan Canton (USA) :
Ghosn-Trump même combat contre les travailleurs

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 14 mars 2017

Que connaissent-ils du monde du travail ?

Fillon ne se contente pas de se faire tailler des costards « par un ami » pour près de 50 000 euros en cinq ans. Tout comme Le Pen, il s'est fait prendre en puisant dans l'argent public. Ce qui ne les empêche pas d'exiger que l'État soit inflexible avec les jeunes qui osent protester parce que les flics ont violé l'un des leurs... Ou, avec Macron, de promettre de supprimer des postes de fonctionnaires, de reculer encore l'âge de la retraite pour tous les travailleurs qui, eux, ne bénéficient pas d'emplois fictifs mais triment dur en se faisant exploiter au profit de parasites qui osent leur faire la leçon !

Quand ces politiciens parlent du monde du travail, c'est pour s'adresser aux riches et leur dire qu'ils ont l'intention de nous en faire baver davantage afin de leur offrir encore plus d'exonérations, encore plus de fric. C'est pour parler de supprimer les protections sociales, de faciliter les licenciements, de réduire le nombre de fonctionnaires...

Mais les fonctionnaires, ce sont tous les agents hospitaliers qui ne comptent plus leurs heures, doivent courir après le temps pour espérer voir quelques minutes leurs patients. Ce sont les assistantes qui accueillent les enfants à l'école maternelle ou, entre autres, ceux qui sont derrière les camions poubelles.

Pas du même monde

Que savent-ils ces politiciens de nos aspirations, de nos galères ? Des problèmes de sécurité au travail, du sous-effectif permanent ? Que savent-ils de ce que la journée de travail « ordinaire » peut avoir d'harassant ? Des pressions qui finissent par déborder et altérer la vie de toute la famille ? Que savent-ils de la peur du lendemain quand on se demande quel plan si mal nommé de « sauvegarde de l'emploi », quelle réorganisation vont nous tomber dessus et nous faire basculer vers le chômage et la précarité ?

Tous ces politiciens n'ont pas de mots assez durs pour ceux qui habitent les cités qu'ils qualifient de difficiles, alors que c'est notre vie qui est difficile, à cause de leur politique responsable du chômage.

Qui parle du fait que la paupérisation programmée de toute une partie de la population

conduit au désespoir de toute une jeunesse dans les quartiers transformés en ghettos ? Ces quartiers où les gouvernements successifs envoient leurs flics déguisés en RoboCops comme on lâche les chiens, pour intimider, provoquer, humilier, voire violenter des jeunes qu'ils voudraient soumettre à la discrimination et l'arbitraire. Ces quartiers, comme à Aulnay, où les mères fatiguées comme celles qui nettoient les avions à Roissy, ont manifesté en faveur de leurs enfants harcelés.

Fillon et Le Pen, eux, sont en liberté. Le flic qui a violé Théo aussi. Contrairement aux jeunes qui manifestent contre les violences policières et passent des heures en garde à vue, voire en comparution immédiate devant des juges à la main lourde...

Un pour tous, tous Poutou !

Qui donc peut parler en notre nom ? Philippe Poutou n'est pas un politicien professionnel. Ouvrier à Ford-Blanquefort, lui et ses camarades se battent pour sauver leurs emplois. Nos galères, ils connaissent bien, ce sont les leurs.

Alors, qu'au moins ce rendez-vous de la présidentielle ne se résume pas au cirque des politiciens, mais permette au monde du travail de faire entendre sa voix, d'exprimer sa combativité et sa solidarité. Qu'au moins se fasse entendre une voix discordante, celle d'un ouvrier communiste révolutionnaire, comme un coup de semonce envers le prochain gouvernement quel qu'il soit.

Notre candidat, Philippe Poutou, c'est la garantie que nous serons représentés et que sera défendu un programme d'urgence pour les travailleurs, le programme de nos luttes de demain !

Surpopulation TCRale

Difficile de déjeuner le midi tant les files d'attentes sont longues. Difficile aussi de se garer sur les parkings, au point que certains doivent se garer sur les pelouses ou en double file. Les infrastructures ne sont pas au niveau. Et l'emménagement des salariés de Rueil au TCR n'a rien arrangé. Il serait temps d'investir.

Sérvices sur les prestataires

Pour faire face à l'augmentation de la charge de travail, alors que les recrutements ne suivent pas, de nombreux secteurs font de plus en plus appel à la prestation. Mais les locaux sont saturés et il n'est pas rare de voir des prestataires travailler en bout de bureau, parfois sans siège, ou dans des salles de réunion. D'ici à ce que eux aussi saturent...

Chantage à la signature

Des salariés de la DEA-S n'ayant pas signé leur entretien individuel ont reçu un rappel à l'ordre des RH, avec copie aux hiérarchiques jusqu'au N+3, avec la menace à peine voilée que la signature de leur entretien conditionnerait la révision de leur salaire.

De telles pressions sont monnaie courante dans bien des services. Pourtant, rien n'oblige le salarié à signer son entretien... surtout s'il n'est pas d'accord avec son contenu.

Réduire les coûts... et les primes

La prime performance établissement est de 967,50 € brut par salarié cette année, au lieu de 1200 € si tous les indicateurs avaient été au vert. Mais elle est plombée par l'indicateur Qualité. Par contre les objectifs de réduction des délais et des coûts sont eux atteints. Faire payer aux salariés les problèmes de qualité générés par la chasse aux coûts et aux délais, c'est une sacrée performance.

Douai pour la flexibilité

Renault Douai est de nouveau à l'arrêt cette semaine à cause d'une pénurie de pièces due à l'incendie d'un fournisseur tchèque. Les salariés doivent rester chez eux en prenant sur leurs Compteurs Temps Collectifs. Ceux dont les compteurs sont à zéro seront au chômage technique. La direction annonce des samedis travaillés pour rattraper la baisse de production... au volontariat bien sûr.

Une grève qui paie

A Ostwald (Alsace), les ouvriers de Mecaplast, un sous-traitant de PSA, ont fait 2 jours de grève la semaine dernière pour des augmentations de salaires. Alors que la direction leur promettait des NAO ridicules, la grande majorité des 200 salariés ont interrompu l'activité de l'usine et ont obtenu 1400 € de prime au bout de 2 jours de grève.

A quand l'Opel à la grève ?

PSA, annoncé comme au bord de la faillite en 2014, vient de racheter Opel pour 2,2 milliards d'euros. Les coffres de PSA sont pleins... grâce à une aide massive de l'État français, à la suppression de 17 000 emplois, à la fermeture de l'usine d'Aulnay et à des plans de compétitivité qui ont aggravé les conditions de travail dans les bureaux et sur les chaînes.

Cette cure de choc, Carlos Tavarès veut l'appliquer à Opel en prévoyant de réaliser des économies de 1,7 milliards d'euros par an d'ici 2026. Tavarès promet de ne pas licencier... tout de suite : l'engagement pris de ne pas baisser les effectifs d'ici 2018 et de ne pas fermer de site Opel avant 2020 lui laisse juste le temps pour préparer ses sales coups. A moins que les salariés d'Opel et de PSA ne l'en empêchent...

Effet domino sur Vivaro

Quelles vont être les conséquences pour les salariés de Renault Sandouville du rachat d'Opel par PSA ? Le Vivaro, modèle utilitaire Opel, y est fabriqué, mais jusqu'à quand ? Chez PSA, le rachat risque aussi d'avoir des conséquences, notamment dans l'ingénierie, où Tavarès annonce déjà des « synergies ». Les actionnaires s'engraissent et les salariés trinquent... en Allemagne comme en France.

Nissan se prend une Trump

Samedi 4 mars, 5000 salariés de l'usine Nissan de Canton (Mississippi) ont manifesté pour dénoncer la politique de la direction. Comme Renault en Turquie, Nissan interdit aux travailleurs de Canton de se syndiquer librement et met la pression sur les salariés et leurs familles pour les faire taire. Dans cette usine où ils sont majoritairement noirs, les ouvriers revendiquent aussi l'annulation des contrats publicitaires passés entre Nissan et le média d'extrême-droite Breitbart qui véhicule la propagande raciste et anti-pauvre de Trump. Les salariés de Canton ont montré la voie à suivre pour inverser la tendance face aux patrons voyous et au racisme ambiant : la lutte collective.

Intérimaires de Chine

Plus de 500 intérimaires de l'usine FAW-Volkswagen de Changchun dans le Nord-Est de la Chine réclament l'égalité de salaire avec leurs collègues permanents. Alors que certains travaillent pour VW depuis plus de dix ans, ils sont payés en moyenne deux fois moins (moins de 680 euros par mois). Mais les traditions de lutte sont désormais bien établies en Chine, où les travailleurs chinois se mobilisent et obtiennent de nouveaux droits. Le slogan de leur grève : « A travail égal, salaire égal ». Un mot d'ordre valable en Chine comme partout ailleurs !